

Retours d'expériences sur les modèles économiques des espaces-test

Lyon, 21 janvier 2015



Objectifs du chantier

- Caractériser les modèles économiques des espaces-test en fonctionnement
- Identifier les facteurs de variabilité
- Valoriser les situations/initiatives intéressantes
- Alimenter les projets en émergence
- Consolider les espaces-test



Historique du groupe de travail

- Juin 2013 : Lancement des travaux aux Rencontres nationales de Chilhac
- => Identifier les attentes, proposer pistes de réflexion
- Janvier 2014 : Modalités de fonctionnement du groupe, support de collecte des données
- => Lancer l'enquête nationale
- Avril 2014 : suites
- Juin 2014: Atelier aux Rencontres nationales de Nantes
- => Présenter les premiers résultats



Éléments méthodologiques

- Echantillon: 11 ETA en fonctionnement
- Approche qualitative (configuration, modèle juridique, dimension territoriale, activités non-test...)
- Approche économico-financière (investissements, financements, charges, produits...)
- Approche stratégique (perspectives, choix...)
- Pas forcément d'objectif de typologie



Premiers résultats

- Situations très diverses
- Investissements: 62 000 € (0 à 150 000 €) via collectivités (CR, CG) et fondations (France, RTE, Carrasso)
- **Budget** de fonctionnement : 77 152 € (27 000 à 210 000 €)
- Charges essentiellement liées à l'accompagnement des EAE et à l'animation-coordination (interne+partenaires) : 57 000 €, soit 75 % du budget
- Part importante des subventions : 83 % (public>privé) ou la question de l'autonomie
- Faible participation des EAE: 4 %



Premiers résultats

- Impact de la configuration de l'ETA : lieu-test permanent plus coûteux
- Influence du statut juridique : la coopérative d'activités plutôt que la couveuse
- Intérêt du développement d'activités connexes (prestations, expertises, formation, non-agricole)
- Intérêt des dynamiques de mutualisation (réduction coûts, régionalisation)



Les questionnements

- Comment refléter toutes les dimensions de l'ETA ? Avec quelle modélisation « visuelle » ?
- Diminuer ou argumenter la dépendance aux subventions publiques ? Entre intérêt général et entrepreneuriat
- Comment traiter le CA cumulé des EAE ?
- Quel niveau de participation des EAE pour rester dans une approche pédagogique et solidaire?
- Quel couplage de statuts juridiques serait pertinent ?
- Quelle mutualisation de la prise de risques ?



Les pistes à creuser

- Statut des coopératives d'activité
- Contexte permettant des recettes rapides
- Fonds d'investissement national pour financer les infrastructures et le matériel
- Activités connexes (formation)
- Boutiques de vente à la ferme (CDT)
- Parcelles solidaires/collectives
- Location de matériel (CIAP)
- Contribution des consommateurs (CDP)

